



DEPARTEMENT
DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
PAYS DU MONT-BLANC

DECISION DU PRESIDENT
N°67/2025

Objet : Attribution du marché n°2025-04/OM – Accord-Cadre de Travaux à Bons de commande pour les travaux de mise en place de conteneurs semi-enterrés ou enterrés pour la collecte des déchets.

Auteur de l'acte : Jean-Marc PEILLEX, Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Le Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 relatif aux délégations de pouvoirs pouvant être consenties par le Conseil Communautaire au Président,

Vu les délibérations n°2021/078 du 02 juin 2021, n°2022/086 du 29 juin 2022 et n°2023-088 du 28 juin 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la consultation lancée le 21 mars 2025 pour des travaux de mise en place de conteneurs semi-enterrés ou enterrés pour la collecte des déchets, dont la publicité a été assurée sur la plateforme AWS - Dauphiné annonces légales,

Considérant que la date de remise des offres était fixée au 11 avril 2025 à 12h00,

Considérant qu'un seul pli a été reçu dans les délais,

Considérant les critères de jugement et de classement des offres prévus par le règlement de consultation, à savoir, valeur technique 55% et prix de l'offre 45%,

Considérant l'analyse de l'offre reçue en application des critères énoncés ci-dessus,

DECIDE

Article 1 : D'attribuer l'Accord-Cadre de travaux à Bons de Commande pour la réalisation de travaux de mise en place de conteneurs semi-enterrés ou enterrés pour la collecte des déchets au prestataire suivant :

- **MONT-BLANC MATERIAUX**, pour un montant maximum de 2 500 000,00 € H.T. / 3 000 000,00 € T.T.C. sur la durée totale du marché, soit 3 ans et 8 mois.



Article 2 : De signer le marché dont les conditions d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet,
- Monsieur le Trésorier,

*En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire*

Fait à Passy, le **12 MAI 2025**



**Le Président,
Jean-Marc PEILLEX.**